



Comité unitaire genevois Non à l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions»

Communiqué de presse

Genève, le 18 mai 2026 – page 1

Moins de droits, plus de précarité : l'initiative des « 10 millions » met Genève en danger

À un mois de la votation du 14 juin, le comité unitaire genevois **Non à l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions»** s'est présenté à la presse ce lundi 18 mai, pour lancer officiellement la campagne cantonale. Le comité unitaire avait choisi d'inviter la presse chemin Annie Jagge (anciennement chemin Galiffe), devant les baraques de saisonniers, témoins d'un temps et d'un statut que le comité unitaire souhaite définitivement révolu.

Les problèmes soulevés par l'UDC pour justifier son initiative constituent une grande partie de la réalité rencontrée par les genevois-es : pénurie de logements et explosion des loyers, routes et transports publics saturés, écoles débordées, bétonnage de la nature, et bien sûr éviction des travailleur·euses jugé·es trop âgé·es.

Pour autant, est-ce que l'acceptation de l'initiative améliorera la situation pour les genevois-es ? **Absolument NON.**

Syndicats, partis de gauche, associations et organisations solidaires empoignent les questions de la protection des salaires et des conditions de travail, des droits des travailleur·euses et des personnes en recherche d'emploi, des logements abordables et de la défense des locataires, de l'accès aux transports, bref, tous les aspects liés à la justice sociale et climatique depuis des années.

De nombreuses propositions concrètes ont été avancées pour améliorer la situation de la population genevoise sur toutes ces questions. Elles ont été systématiquement rejetées et combattues par l'UDC et ses allié·es de la droite patronale. Face aux arguments souvent mensongers mis en avant par le parti d'extrême droite, les syndicats genevois, les partis de gauche et les associations et organisations solidaires ont créé une alliance pour réaffirmer :

- la nécessité de la mise en place d'une véritable redistribution des richesses;
- notre conviction que seule l'union des travailleur·euses - quelle que soit leur origine - est à même de faire front aux attaques patronales sur les salaires et les conditions de travail, et d'obtenir de nouveaux droits;
- notre attachement indéfectible au respect et la solidarité entre les personnes - au-delà de la couleur de leur passeport (et même en l'absence de celui-ci) - qui seuls assurent un vivre ensemble serein;
- notre engagement en faveur de mesures fortes en faveur de la protection du climat et de l'environnement, où justice sociale et environnementale sont indissociables ;
- notre refus absolu de toute loi basée sur une idéologie raciste et xénophobe.

Lors de la conférence de presse, des représentant·es des milieux syndicaux, politiques et associatifs, ainsi que des professionnel·les des secteurs des soins, des transports, du bâtiment, du logement et du social ont passé en revue certains arguments des initiant·es qui pourraient séduire les genevois-es :

Comité unitaire genevois Non à l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions»

Communiqué de presse

Genève, le 18 mai 2026 – page 2



Logement

À entendre les arguments de l'UDC et de son allié local le MCG, en limitant la population à un nombre constant - 10 millions au maximum pour l'ensemble de la Suisse - la crise du logement abordable à Genève se résorberait comme par magie.

Comment expliquer, dès lors, la répartition pour le moins inégale des types de logements dans les différentes communes du canton, si ce n'est par la spéculation immobilière, la rareté bénéficiant aux actionnaires de l'immobilier - et par le refus de mixité sociale des communes les plus riches qui privilégient un entre-soi méprisant à l'égard des classes populaires et moyennes ? Sans oublier, évidemment, le refus de mettre en place des mécanismes de défense des droits des locataires.

À Genève, la crise du logement est particulièrement aiguë ; la spéculation immobilière et la rapacité des investisseurs – qu'il s'agisse des caisses de pension ou d'autres groupes internationaux ou nationaux – provoque des pressions insupportables sur les locataires, qui sont mis en concurrence : gens d'ici contre expatrié·es des entreprises et organisations internationales, familles contre célibataires en colocation, jeunes qui cherchent l'indépendance contre personnes âgées. Une concurrence attisée par les milieux immobiliers qui savent qu'elle leur permet d'exercer une pression non seulement sur le montant des loyers, mais également sur la durée des baux : depuis quelques années, les baux à courte durée explosent : cela leur permet de faire régner la peur de se retrouver sans toit et leur permet de se prémunir de toute velléité des locataires de faire respecter leurs droits. Sans compter que cela leur permet également de contourner l'esprit de la loi, en augmentant le loyer à chaque changement de locataire, sans pour autant améliorer voire même seulement maintenir la qualité du logement.

Romain Gauthier du RPSL résume cette position : « *L'UDC, dans cette campagne, instrumentalise la pénurie de logements, alors même que sa politique, tant au niveau fédéral que cantonal, continue à aggraver cette situation de pénurie. On peut même dire qu'au niveau fédéral, l'UDC agit en faveur de la spéculation. C'est l'absence de règles et la faible protection des locataires qui sont responsables de la hausse et de la cherté des loyers aujourd'hui, et non l'immigration.* »

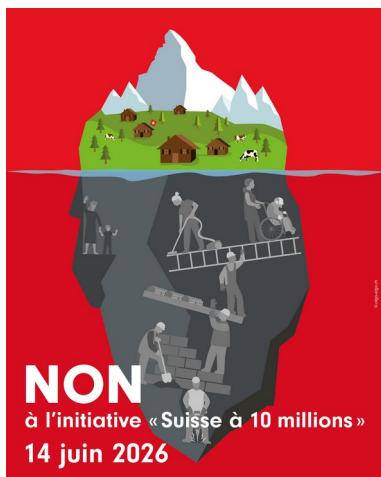
Plusieurs exemples récents – la proposition de l'Asloca de créer 10 % de logements à loyers abordables en 2020, ou les réformes du droit du bail portées par l'UDC et les milieux immobiliers pour diminuer la protection des locataires – mettent en évidence le fait que l'UDC est nullement l'alliée des locataires, mais qu'elle instrumentalise la pénurie des logements dans sa campagne pour cette initiative nauséabonde.

Pourtant des solutions existent pour détendre le marché : freiner la spéculation immobilière, densifier les zones habitées, construire des logements d'utilité publique avec des loyers abordables, etc. Des propositions portées par la gauche et les associations de défense des locataires auxquelles l'UDC et ses allié·es de droite s'opposent systématiquement. En effet, dans les parlements, l'UDC se tient du côté des lobbies immobiliers et soutient les projets de lois qui affaiblissent les droits des locataires, déjà rares.

Comité unitaire genevois Non à l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions»

Communiqué de presse

Genève, le 18 mai 2026 – page 3



Transports

À entendre l'UDC, les problèmes sur les routes et dans les transports publics seront résorbés en limitant les possibilités de résidence de la population d'origine étrangère.

Pour ses adversaires, ce n'est pas l'origine de la population qui est en cause, mais c'est le choix urbanistique de concentrer les lieux de production loin des lieux d'habitation, les aménagements insuffisants et inefficaces, ainsi que le manque de soutien aux transports publics qui sont à l'origine des bouchons. Quand il n'y a pas de solution pour vivre près de son lieu de travail, il n'y a pas d'autre choix que de faire l'aller-retour chaque jour. Moins de droits de séjour ce seront plus de pendulaires et donc plus de bouchons sur les routes et de monde dans les transports publics.

En Suisse, un transport sur deux fait moins de 5 kilomètres, il est majoritairement effectué en voiture. Cette pratique peut évoluer en investissant dans les transports publics de proximité, ce que l'UDC combat dans les parlements. Elle défend les intérêts du lobby pétrolier et routier, plutôt que les mesures qui permettraient d'améliorer la qualité de vie dès à présent.

«Pour le SEV, limiter la population résidente augmenterait la population de travailleurs et travailleuses obligés de s'établir loin de leur lieu de travail. Cela ne résoudra pas les problèmes que rencontre actuellement le transport en commun. Investir dans les infrastructures, développer l'offre et donner la priorité aux transports publics en limitant le trafic individuel motorisé constituent les véritables moyens d'améliorer le service aux usagères et usagers tout en améliorant les conditions de travail pour le personnel.» nous a dit Florian Martenot du SEV TPG.

Des solutions existent : investir dans les transports publics, gérer intelligemment le trafic, etc. Là encore, des mesures auxquelles l'UDC s'oppose, et qui passe sous silence le fait qu'un des impacts de l'initiative, ce sera des pertes de recettes fiscales (moins de résident·es = moins d'entrées d'impôts), qui mettront encore plus de pression sur les budgets publics.

Environnement

L'UDC présente son initiative comme une réponse aux défis de la durabilité, à la pression sur l'environnement ou les infrastructures. Mais quand on regarde les mesures concrètes proposées, une question se pose : où sont les mesures écologiques ?

Cette initiative ne propose aucun objectif de réduction du CO2, aucune politique énergétique, aucun investissement dans les transports publics, aucune mesure contre le bétonnage ou l'étalement urbain, rien non plus sur la rénovation des bâtiments et la consommation des ressources.

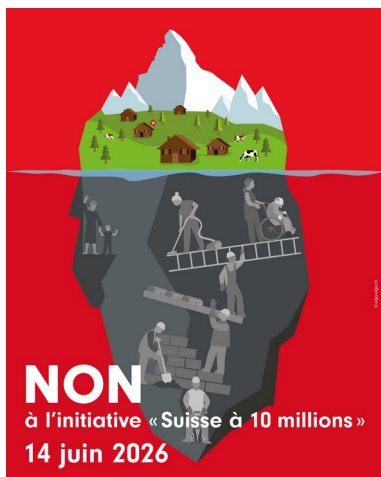
«Initiative pour la durabilité», c'est sans doute l'un des plus grands mensonges de cette campagne, car les véritables causes de la dégradation de l'environnement ne sont pas les personnes migrantes, mais les modèles économiques qui s'appuient sur la spéculation, la surconsommation des ressources et l'absence de régulation des grands acteurs économiques.

L'UDC a systématiquement combattu les politiques en faveur de la transition écologique et de la mobilité durable. Faire croire qu'un plafond arbitraire de population permettrait de résoudre la crise climatique relève donc de l'imposture

Comité unitaire genevois Non à l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions»

Communiqué de presse

Genève, le 18 mai 2026 – page 4



politique. La durabilité ne se construit pas en opposant les habitant-es entre eux selon leur origine, mais par des politiques publiques ambitieuses en matière de mobilité, de logement, d'aménagement du territoire et de justice sociale.

« Présentée comme durable, cette initiative est en réalité un écran de fumée. Elle passe sous silence le fait que ce sont les personnes aisées qui polluent le plus et non les plus précaires. » précise Omar Azzabi, des Vert-e-s genevois-e-s. *"On ne lutte pas contre le réchauffement climatique avec des quotas migratoires. Quand on ignore les causes réelles — logement, mobilité, aménagement du territoire ou climat — l'écologie devient un prétexte, pas une politique."*

Il y a aussi une contradiction, du côté de l'UDC, qui est difficile à ignorer : on ne peut pas invoquer soudainement l'écologie pour défendre cette initiative tout en soutenant, par ailleurs, des politiques favorisant l'extension routière ou en s'opposant régulièrement à des mesures environnementales plus ambitieuses. La vraie durabilité, c'est préparer la Suisse aux défis environnementaux de demain, pas de fermer d'avantage la porte à certaines populations.

« Derrière le mot «durabilité», il n'y a ni politique climatique, ni vision écologique. Il y a surtout cette vieille obsession migratoire de l'UDC. » ajoute l'écologiste.

Jérôme Strobel, de Noé21 renchérit, en mettant en avant la nécessité de réfléchir à la course à la croissance alors que les ressources naturelles sont limitées. *« On ne peut pas dénoncer les effets de la croissance tout en menant des politiques qui aggravent ces effets. Et c'est exactement ce que font l'UDC et ses alliés de droite. »*

Quand on étudie la chaîne de causalités, on voit bien que ni la démographie, ni la migration ne sont les causes premières des émissions de CO2, ce sont des conséquences. Les gens ne viennent pas à Genève et en Suisse par hasard, elles et ils viennent parce qu'on a une forme d'hyper-croissance économique qui génère un besoin d'emplois et d'employé-es supérieur à ce que le territoire est capable de produire, à une vitesse extrêmement rapide, qui nous amène vers des problèmes écologiques très graves.

« La question, c'est la forme de développement économique que nous voulons. Aujourd'hui, c'est un choix économique basé sur la quantité plutôt que sur la qualité qui est en œuvre. Or, l'initiative ne s'attaque pas du tout à cette question. Elle ne propose aucune solution pour faire évoluer ce modèle de développement économique vers une croissance plus endogène, vers un développement plus local, vers plus de souveraineté alimentaire, manufacturière, énergétique, qui nous amènerait vers une meilleure redistribution des richesses, et qui nous permettrait d'aller vers la décarbonation. Si l'initiative devait être acceptée, on continuerait à promouvoir la croissance économique débridée actuelle. » précise Jérôme Strobel.

Dans pratiquement tous les dossiers liés à l'aménagement du territoire, au logement, à la biodiversité, à la réduction du trafic automobile, au développement des transports publics ou encore à la protection des travailleur-euses, l'UDC combat systématiquement les mesures qui permettraient de rendre la Suisse plus durable et plus vivable. La Suisse a de grands défis à relever. Mais cette initiative ne les résout pas ; elle sert surtout à désigner des boucs émissaires au lieu de traiter les causes réelles.

Accueil et solidarité

Comité unitaire genevois Non à l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions»

Communiqué de presse

Genève, le 18 mai 2026 – page 5



L'initiative fait des migrant-es des boucs émissaires pour les trains bondés, le logement hors de prix, etc. L'UDC entonne une fois de plus sa vieille rengaine xénophobe en promettant des solutions à des problèmes dont l'immigration n'est pas la cause. Le comité unitaire critique la stratégie politique de l'UDC qui consiste à faire des immigré-es les responsables de tous les maux. L'initiative veut limiter la population résidente permanente, c'est-à-dire les personnes qui séjournent en Suisse depuis plus de douze mois, et ne prévoit rien pour les migrant-es qui viennent pour une durée maximale d'une année. Celles et ceux-ci auront moins de droits et certainement pas celui à une vie familiale, comme les saisonniers d'antan.

«Les véritables objectifs de cette initiative sont de fournir au secteur privé une main-d'œuvre immigrée nombreuse et bon marché, dotée de peu de droits, en proposant notamment de priver certains travailleurs étrangers du droit à la vie familiale, une sorte de statut de saisonnier et en démantelant le système de contrôle de tous les salaires.» rappelle Rosita Fibbi du Centre de contact Suisses-immigré-es et du collectif Stop Exclusion.

Autre objectif de cette initiative, majeur mais passé sous silence : défaire les liens qui lient notre pays au droit international, privant ainsi les Suisses-esses de la protection offerte par des instruments comme la Convention européenne des droits de l'homme, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention de Genève sur les réfugiés. ; un coup mortel à l'article 8 alinéa 1 de la Constitution helvétique qui stipule que «Tous les être humains sont égaux devant la loi », et un camouflet à la Genève internationale !

Un aspect relevé également par Raphaël Rey, du Centre social protestant et de la Coordination asile Genève, qui présente la réalité qu'il rencontre au quotidien : *« Ce que nous constatons sur le terrain est très clair : les difficultés sociales augmentent. Mais les personnes étrangères n'en sont pas responsables. Elles les subissent elles aussi, bien souvent de manière encore plus forte que les autres. Pour le CSP et la Coordination asile genevoise, un autre élément extrêmement préoccupant de cette initiative concerne l'asile et le regroupement familial, puisque qu'elle donne une base constitutionnelle aux vellétés récurrentes de restrictions dans ce domaine, alors que les voies légales pour demander protection à la Suisse sont déjà quasi inexistantes. »*

Ce n'est pas la première fois que l'UDC stigmatise les personnes qui sont venues demander l'asile en Suisse, un «afflux» par centaines de milliers, un «danger pour la Suisse» aux mains de «passeurs internationaux». Ce même parti s'oppose pourtant à ouvrir toute voie légale sécurisée pour que le pays puisse être accessible pour les personnes en danger, se défaussant sur les pays voisins et l'accord de Dublin.

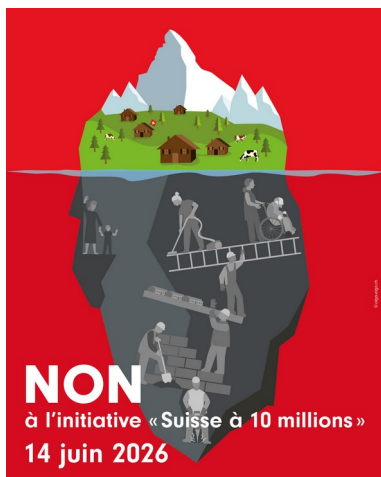
Depuis le début de cette campagne, nous entendons des discours qui présentent les personnes réfugiées comme une menace pour la Suisse. *« Pourtant, les chiffres sont clairs : les personnes relevant du domaine de l'asile représentent environ 2,4 % de la population résidente permanente, statut S compris. Quant aux personnes admises provisoirement, on parle de 0,5 % de la population. Limiter leur nombre ne changera rien, si ce n'est une perte d'humanité. »* précise Raphaël Rey

Le comité unitaire refuse que les personnes vulnérables soient tenues pour responsables désignées de problèmes qui trouvent en réalité leur origine dans des choix politiques, économiques et sociaux bien plus larges. Une société juste ne se construit pas en excluant davantage, mais en renforçant les droits, la dignité et la protection de toutes et tous.

Comité unitaire genevois Non à l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions»

Communiqué de presse

Genève, le 18 mai 2026 – page 6



L'UDC décrit souvent les migrant-es comme «naturellement» enclin-es à la criminalité. C'est un sujet sur lequel le comité unitaire ne souhaite pas rétorquer, tant son ton eugéniste et essentialiste est insupportable. Mais lorsque l'on sait que l'actuelle loi sur les étrangers et l'intégration (LEI), fortement influencée par l'UDC et sa détestation des demandeur-euses d'asile, permet aujourd'hui aux autorités suisses de placer en détention toute personne dépourvue d'un passeport suisse dont le permis de séjour n'est pas valable, même si elle n'a commis aucune infraction, cela a nécessairement une influence sur les statistiques des personnes subissant un enfermement. Dès lors, l'UDC, dans sa logique de désigner l'Autre comme responsable de tous les maux, a beau jeu de présenter des chiffres statistiques où l'infraction pour absence de permis de séjour comme équivalente à un délit pénal, en comparant, au surplus, l'entièreté de la population suisse, âgée, avec celle issue de l'immigration, généralement constituée de jeunes hommes.

Retour du statut de saisonnier-ère

Selon l'UDC, depuis l'entrée de la Suisse dans l'espace Schengen, tout part en cacahuète. Ce que prône la parti agraire, c'est le retour des travailleur-euses «à la demande» et le retour du statut de saisonnier-ère, sans possibilité de construire une vie familiale en Suisse.

Il faut se rappeler honnêtement quelle était aussi la situation lorsque le statut de saisonnier existait encore en Suisse : horaires plus lourds, semaines de travail plus longues, moins de vacances, moins de protections pour les salarié-es, davantage d'inégalités et des conditions parfois très dures dans de nombreux métiers.

Le statut de saisonnier était profondément inhumain, comme en témoigne Jesus Gomez Antelo, ancien ouvrier saisonnier et retraité du SIT : *«Nous étions corvéable à merci pour un salaire et des conditions de vie de misère. Le quotidien oin de notre famille, sans voir nos enfants faire leurs premiers pas et grandir en notre absence était une violence vécue au quotidien qui laisse des traces indélébiles. Depuis, heureusement, certaines choses se sont améliorées grâce aux luttes syndicales et sociales. D'autres se sont effectivement dégradées, notamment la pression sur les salaires, les loyers ou les conditions de travail. Mais cette détérioration vient surtout des milieux économiques et politiques dont l'UDC fait largement partie : opposés aux protections des travailleurs, des locataires, des retraités et souvent hostiles aux améliorations des conditions de travail et de vie.»*

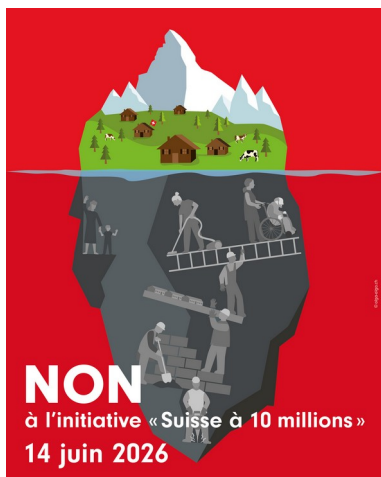
Tiziana Caminada de l'ANPI - Associazione Nazionale Partigiani d'Italia sezione Ginevra – a quant à elle mis en avant la vulnérabilisation des migrations, faisant un parallèle entre les attaques racistes que ses compatriotes des années 60-70 ont dû affronter et la réalité d'aujourd'hui : *«Il serait facile pour nous de rappeler les humiliations et les discriminations subies par les Italiens en Suisse, autrefois considérés comme « trop nombreux » avant de devenir indispensables à Genève et à la Suisse. Je suis moi-même une «enfant du placard». Mais nous voulons dire autre chose : l'antifascisme est vivant parce que l'histoire ne s'arrête pas et continue de marcher sur les jambes de celles et ceux qui luttent.»*

Si aujourd'hui encore, beaucoup d'Italien-nes arrivent ici pour exercer des métiers modestes, souvent pénibles et peu reconnus ; elles et ils ne subissent heureusement plus le racisme qu'ont connu les générations précédentes, même si rares sont encore ceux qui peuvent espérer avoir pleinement les mêmes droits que celles et ceux qui naissent ici. Elle ajoute : *« Cette initiative xénophobe sur la « Suisse à 10 millions » voudrait remettre la peur de l'étranger au centre du*

Comité unitaire genevois Non à l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions»

Communiqué de presse

Genève, le 18 mai 2026 – page 7



débat politique. Nous répondons que l'avenir naît de l'espoir, de la dignité du travail et des communautés humaines qui ne connaissent pas de frontières. Voilà pourquoi nous voterons Non.»

L'Autre, une obsession de l'UDC

L'initiative de l'UDC est antisociale, raciste, xénophobe, qu'il faudrait appelé «pour la précarité» en ce qu'elle s'attaque à ce qui fait l'union, la force de la solidarité de notre pays ; elle attaque l'état social.

« L'immigration ne menace pas l'état social. Sept ans après leur entrée en Suisse, plus de 60 % des personnes réfugiées ou admises à titre provisoire travaillent, elles payent des impôts et des contributions sociales. Dans un cadre de départ massif à la retraite, réduire la population active affaiblir directement le financement des assurances sociales et des rentes. » déclare le député socialiste Sylvain Thévoz.

Les estimations faites par les syndicats évoquent jusqu'à 2'200 francs de perte mensuelle de rentes.

L'UDC, qui est le premier parti de Suisse trompe la population : si elle voulait vraiment lutter pour renforcer l'état social, il pourrait le faire à Berne. Hors, le parti vote contre le salaire minimum, contre les nouvelles crèches, contre des soins infirmiers renforcés, contre les protections des locataires. La liste des initiatives et des propositions de lois anti-sociales de l'UDC est longue comme un jour sans fin. Son initiative est une grande supercherie qu'il faut démasquer.

Selon Sylvain Thévoz, *« Le vrai combat, c'est évidemment une société plus égalitaire : protection de l'état social, renforcement des conditions structurelles des travailleur-euses, lutte contre la privatisation de l'emploi, et surtout une politique fiscale plus redistributive. »*

Ce n'est pas en divisant les travailleur-euses et la population résidente selon l'origine que Genève et la Suisse iront mieux, bien au contraire : nous avons besoin de consolider la protection de nos droits afin de vivre dignement, ensemble, ici.

Nous le martelons : l'initiative «à 10 millions» est une nouvelle escroquerie populiste et xénophobe de l'UDC qui n'apporte aucune solution mais désigne la population d'origine étrangère et particulièrement les plus fragiles, les demandeur-euses d'asile et les réfugié-es, comme boucs émissaires.

Marie Leblanc Rigal de Solidarités passe en revue plusieurs initiatives UDC de ces dernières années qui prennent pour cible la population migrante :

- 2008-2010: Initiative sur le renvoi (affiche du mouton noir) > initiative acceptée par le peuple et les cantons le 15 février 2010
- 2011 -2014: Initiative "contre l'immigration de masse" > initiative acceptée par le peuple et les cantons le 9 février 2014
- 2018: Initiative pour une immigration modérée > initiative rejetée le 27 septembre 2020
- 2024: Initiative "stop aux abus de l'asile (pour la protection des frontières)" > récolte en cours

Comité unitaire genevois Non à l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions»

Communiqué de presse

Genève, le 18 mai 2026 – page 8



« Comme toujours, ces initiatives racistes maximalistes de l'UDC, que même les milieux patronaux appellent à rejeter, servent de paravent à la droite bourgeoise, qui en profite pour durcir les conditions de vie des personnes migrantes en Suisse et favoriser l'exploitation de leur force de travail. L'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » n'est pas une solution, elle fait partie du problème. Elle repose sur une prétendue crise démographique ou migratoire, pourtant fabriquée de toute pièce : d'une main l'UDC et la droite bourgeoise sapent les droits sociaux de la population et de l'autre l'UDC vient prétendre à une pseudo surcharge de la Suisse. Mensonge ! Cela n'a qu'une seule utilité : justifier la prochaine dégradation des droits fondamentaux et de prochaines répressions que vont subir les plus précaires. » nous dit Marie Leblanc-Rigal.

C'est une attitude de repli sur soi qui crispe plutôt que d'améliorer le vivre ensemble.

L'initiative UDC s'inscrit dans une dynamique politique plus large : celle de la montée des nationalismes, du repli identitaire et de la droitisation des sociétés.

Pour l'Union Populaire, représenté par Edon Duraku « Les difficultés sociales ne sont pas causées par "trop de monde". Elles sont le résultat de choix politiques : des cadeaux fiscaux aux plus riches, de la spéculation immobilière, du sous-investissement public et d'un système économique qui privilégie les profits plutôt que les besoins de la population. »

Il appelle à la création d'un front populaire, un camp capable de rassembler largement : syndicats, mouvements sociaux, associations, collectifs antiracistes, féministes, écologistes, partis de gauche, mais aussi toutes celles et ceux qui refusent une société fondée sur le rejet et le repli. « Parce que résister aujourd'hui ne signifie pas seulement répondre à une initiative. Résister, c'est reconstruire des solidarités concrètes, c'est recréer du collectif dans une époque marquée par l'isolement et la concurrence permanente, c'est défendre une vision de la société où chacun et chacune a droit à la dignité, au logement, à la santé, à la culture, à des conditions de travail dignes et à une place pleine et entière dans la société. »

Salaires et conditions de travail

Pour l'UDC et ses alliés, la concurrence de la main-d'œuvre étrangère pèse sur les salaires et sur le pouvoir d'achat, parce qu'elle accepte de travailler pour des salaires plus faibles. Le parti se pose en protecteur des travailleuses et travailleurs nationaux.

« Il faut remettre l'église au milieu du village », assène Balmain Badel, responsable du secteur tertiaire chez UNIA Genève qui parle également au nom de la CGAS, la Communauté des syndicats genevois, qui poursuit : « Ce sont les employeurs qui font pression sur les salaires, pas les travailleuses. Ce sont les employeurs qui contournent les règles, profitent de la précarité, de la peur de perdre son emploi, et parfois de la peur de perdre son permis de séjour, pas les collègues migrant-es. »



Comité unitaire genevois Non à l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions»

Communiqué de presse

Genève, le 18 mai 2026 – page 9

Pour les syndicats, la réponse est claire : assurer des droits stables, des conventions collectives réellement protectrices, des salaires minimaux cantonaux ou au niveau national, des contrôles salariaux efficaces et des sanctions contre les abus.

Des mesures de protection que l'UDC et la droite patronale ont toujours combattu, comme nous avons pu le voir encore dernièrement avec le salaire minimum au rabais qu'elle a réussi à instaurer pour les «jobs d'été» qui risquent de plonger encore un peu plus les étudiant-es dans la précarité. Ou encore le soutien à la motion du député national Erich Ettlin du Centre, à l'origine de l'attaque aux salaires minimums cantonaux avec son projet qui privilégie les Conventions collectives de travail (CCT) sur ces derniers. À Genève, nous savons quel risque cela comporte pour les travailleur-euses, suite à l'expérience de 2024 avec la signature de la CCT des architectes par Syna, qui a accouru à l'appel des patrons de l'AGA, sans toutefois organiser de mobilisation du secteur ou obtenir une quelconque amélioration des conditions de travail ni des salaires.

«Sans omettre les déclarations récentes de responsables du parti d'extrême-droite qui annoncent qu'il faudra probablement faire reculer l'âge de la retraite pour encaisser leur réforme.» annonce le syndicaliste.

En ce qui concerne la libre circulation - qui mérite certes quelques critiques -, elle ne peut pas être désignée, comme le fait l'UDC, comme responsable de la destruction des emplois et la stagnation, voire la baisse des salaires. Ce qui détruit les emplois, ce sont les délocalisations, le dumping salarial et l'absence de contrôles. La libre circulation, encadrée par des mesures d'accompagnement, protège les salaires et les conditions de travail. Il faut renforcer ces mesures d'accompagnement, pas les abolir.

Le constat est clair du côté des syndicats : *« Supprimer la libre circulation ne protégera pas les salarié-es. Au contraire : cela fragilisera les collègues étranger-ères, renforcera leur dépendance aux employeurs, et mettra davantage en concurrence les salarié-es suisses, étrangers et frontaliers. Autrement dit : l'UDC et ses alliés côté patronal créent le problème, puis ils nous demandent de payer la facture. C'est NON. Notre réponse ce n'est pas de retirer des droits aux migrant-es ; notre réponse, c'est de renforcer les protections pour toutes et tous. »*

Cela d'autant que certains pontes de l'UDC l'ont déjà annoncé : leur initiative va fragiliser les retraites, et il faut d'ores et déjà imaginer travailler plus longtemps si elle passe.

La CGAS, qui regroupe les syndicats genevois dit : NON au dumping salarial, NON à la précarisation des permis de séjour, NON à l'affaiblissement des contrôles, NON aux attaques contre les retraites.

Sous la belle image vernie de la Suisse présentée par l'UDC, il y a une réalité sociale à laquelle les syndicats, partis de gauche et associations membres du comité unitaire genevois souhaite redonner de la couleur, en appelant la population genevoise à voter NON à l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions» le 14 juin prochain.

Du côté des partis de gauche et des syndicats, c'est la vision d'une Suisse capable de concilier responsabilité économique, justice sociale, protection de l'environnement et cohésion territoriale qui est défendue. Une politique qui ne cède ni au repli conservateur de l'UDC, ni à une logique purement libérale du développement économique.



Comité unitaire genevois Non à l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions»

Communiqué de presse

Genève, le 18 mai 2026 – page 10

Intervenant·es

Pour les syndicats

CGAS – Communauté genevoise d'action syndicale et UNIA Genève : Balmain Badel, responsable du secteur tertiaire chez UNIA +41 79 367 50 33
SEV TPG : Florian Martenot, président de section +41 79 108 79 30

Pour les partis politiques

- Parti Socialiste : Sylvain Thévoz, député au Grand Conseil genevois +41 78 629 85 15
- Solidarités : Marie Leblanc-Rigal +41 78 772 50 59
- Union Populaire : Edon Duraku, membre du comité UP +41 79 529 12 99
- les Vert·e·s : Omar Azzabi +41 76 387 41 86

Pour les associations / organisations

- ANPI – Associazione Nazionale Partigiani d'Italia : Tiziana Caminada sezione Ginevra +41 79 445 39 45
- Centre de Contact Suisses-immigré·es (CCSI) - Stop Exclusion : Rosita Fibbi, sociologue spécialiste des migrations, présidente du CCSI +41 79 342 84 14
- Coordination asile – Centre Social Protestant (CSP) : Raphaël Rey, Chargé d'information au Service réfugié·es du CSP +41 79 907 59 40
- Noé 21 : Jérôme Strobel
- Rassemblement Pour une politique Sociale du Logement (RPSL) - Asloca : Romain Gauthier, secrétaire général du RPSL +41 77 419 16 02

Témoignage sur le statut de saisonnier

- Jesus Gomez Antelo, ancien ouvrier saisonnier, retraité du SIT +33 6 70 95 02 02

Illustration

L'illustration de l'affiche de campagne a été réalisée par l'artiste Olga Fabrizio.
En cas d'utilisation de l'image, indiquer «Illustration : olga-olga.ch»

Coordination du comité unitaire

Mireille Senn, secrétaire administrative et politique CGAS : +41 79 858 84 30 mail : info@cgas.ch